

La question des quotas de femmes suscite un vif débat

lundi, 11.06.2018

Le Career Women's Forum (CWF) organise mardi soir sa conférence annuelle au Graduate Institute sur ce thème central qui divise.

Elsa Floret



Annabella Cardone. Présidente du CWF
(Career Women's Forum).

En matière de genre et de place des femmes dans les conseils d'administration, le débat avance. Dans le monde. Tant sur le plan politique que sur la scène économique. Si, en Suisse, les progrès sont lents, ils gagnent néanmoins en visibilité.

La sensibilisation à la diversité et la disponibilité d'un nombre toujours plus grand de candidates, peuvent-elles faire avancer la réflexion? L'autorégulation et les forces du marché sont-elles suffisantes pour corriger le déséquilibre?

Les arguments en faveur de la mixité s'interrogent si la question d'égalité serait de meilleure gouvernance.

Que pouvons-nous apprendre des expériences étrangères et suisses avec des quotas de genre?

Telles sont les questions auxquelles le panel - réuni mardi soir au Graduate Institute par le Career Women's Forum (CWF) pour sa conférence annuelle - s'efforcera de répondre.

Ce panel est composé d'Esther-Mirjam de Boer, copropriétaire et CEO de GetDiversity à Zurich; d'Anne Hornung-Soukup, présidente du Conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG); Denise Koopmans, présidente du conseil d'administration de Sanoma; le Professeur Gilbert Probst, président du Conseil d'administration de la BCGE. Il est modéré par Michael McKay, fondateur et présentateur de «The McKay Interview.»

A l'heure où le Parlement suisse et de nombreuses organisations professionnelles et sociales définissent la politique suisse pour l'avenir, les panelistes partageront leurs différents points de vue et leurs expériences personnelles.

Questions à Annabella Cardone / Présidente du CWF (Career Women's Forum) à Genève

Cette année le thème de la conférence annuelle du CWF s'interroge sur la politique des quotas dans les Conseils d'administration en Suisse. Pourquoi avoir fait ce choix thématique radicalement différent?

Le but du CWF est de promouvoir le développement professionnel des femmes. Ces dernières années, nous avons organisé des événements centrés sur des thématiques liées au monde professionnel, dans lesquels les conférencières, des femmes aux carrières remarquables, devenaient un rôle modèle pour nos membres. Citons en exemple les dernières conférences WAVE sur l'évolution des parcours professionnels en lien avec les révolutions présentes dans le monde du travail. Cependant, dans le cadre de la promotion féminine, on peut aussi agir en amont et s'interroger sur les moyens d'actions possibles pour garantir un certain nombre de places dévolues aux femmes dans les instances décisionnelles.

Donc vous pensez qu'on peut faire avancer l'égalité avec des quotas?

Nous souhaitons en tout cas provoquer le débat. Comment faire respecter l'obligation constitutionnelle sur l'égalité entre hommes et femmes? Faut-il être persuasif ou incitatif? La situation actuelle est plutôt paradoxale. D'un côté, le Conseil Fédéral insiste pour augmenter la représentation féminine dans les conseils d'administration en fixant des objectifs quantifiés, d'un autre côté, bon nombre de voix s'élèvent contre l'établissement de quotas.

Les quotas font-ils l'unanimité au sein de votre association dont les membres sont exclusivement des femmes?

La question des quotas divise, y compris dans notre association. Nous avions fait un sondage auprès de nos membres il y a près de 3 ans: deux tiers étaient pour, un tiers contre. C'est vrai qu'il y a des femmes opposées aux quotas par principe, car leur nomination pourrait être perçue comme due à leur statut de femme et non à leurs compétences. Cependant on note une évolution au niveau des opinions: si on n'arrive pas à augmenter la proportion de femmes dans les équipes dirigeantes, autant adopter pendant un certain temps des mesures plus incitatives. Bon nombre de nos membres pensent qu'il pourrait s'agir d'une mesure transitoire utile pour en quelque sorte amorcer la pompe!

In fine, qu'espérez-vous avec ce débat sur les quotas?

Clarifier les arguments des deux côtés. Pourquoi est-on opposé aux quotas? Ces raisons sont-elles valides? Je pense qu'il faut éviter que les femmes soient opposées aux quotas par principe. Mais il est aussi important de voir si les quotas constituent l'unique moyen incitatif pour augmenter la représentation féminine. Quelles autres actions pourraient être entreprises? Quelle est leur efficacité? Ont-elles aussi des effets collatéraux négatifs?

Quelles sont les dernières statistiques pour la Suisse, en ce qui concerne le taux de féminisation des conseils d'administration?

En 2017, il y avait 17% de femmes en moyenne dans les conseils d'administration des entreprises cotées en bourse et 8% de femmes dans les conseils de direction. On est loin de la parité, mais on constate quand même une évolution puisque cette proportion était de 10 % en 2010 dans les conseils d'administration. Cependant, en comparant aux pays européens ayant adopté des mesures incitatives, la progression de la représentation féminine a été nettement plus élevée et rapide. En 2017 en France la proportion de femme était de 43,5% et neuf autres pays avaient au moins 25% de femmes dans leurs conseils d'administration. Le rôle accélérateur des quotas contraignants semble donc démontré.

Votre panel est composé de personnalités actives dans différents secteurs économiques. Pourquoi ne pas avoir invité un membre politique dans ce débat?

A travers les différentes actions entreprises récemment au CWF, nous souhaitons que notre association devienne une plateforme d'informations et de formations relatives aux connaissances et compétences requises pour devenir membres de conseil d'administration. Cette fonction s'est largement professionnalisée ces dernières années et notons au passage que nos événements Women on Board sont aussi ouverts aux hommes intéressés. Avec ce débat, nous voulons aussi poursuivre sur cette voie informative: permettre à nos panelistes de partager leurs expériences, en lien avec la question des quotas, avec notre public. Néanmoins, avec cet événement, c'est aussi une manière pour le CWF d'inaugurer une ligne d'action plus incisive, davantage tournée vers l'extérieur. Nous souhaitons que notre association puisse dans le futur peser sur le débat politique.

En Suisse, combien de réseaux féminins comme le vôtre existent?

C'est vrai qu'il y a de nombreux réseaux féminins en Suisse et dans le monde. Chacun a ses spécificités et permet d'apporter sa petite pierre à la construction de davantage d'égalité. Le CWF est ancré dans la région genevoise, où il est né il y a 35 ans parce que les femmes n'étaient pas acceptées dans les clubs professionnels masculins! Il compte environ 300 membres, ayant toutes au moins 10 ans d'expérience professionnelle de haut niveau et une grande diversité de parcours et de formation. Nous comptons pour moitié des membres individuelles, mais notre forum est également soutenu par des entreprises locales et internationales, qui sponsorisent des femmes de talent en leur offrant l'adhésion et la cotisation annuelle.

Ont-ils un vrai rôle pour faire avancer sur l'avancée des carrières des femmes?

Qu'ils soient nés dans les entreprises, dans les écoles, ou bien indépendants, ces réseaux se donnent tous la même mission: aider les femmes dans leur carrière en brisant les fondements du plafond de verre. Les moyens d'action peuvent différer: au CWF, nous mettons beaucoup l'accent sur le réseautage, l'entraide et l'augmentation du capital confiance. C'est prouvé que les femmes souffrent d'un déficit de confiance en soi et se sentent moins à l'aise que les hommes dans la capacité à nouer des contacts pourtant essentiels pour progresser dans leur carrière.

Comment mesurez-vous l'impact de toutes vos actions?

Après chaque événement, nous effectuons une enquête auprès de nos membres pour mesurer le degré de satisfaction, comprendre ce qui a été utile et identifier les points sur lesquels s'améliorer. Cela nous permet d'être très réactives et d'évoluer en permanence. Nous effectuons aussi tous les 2-3 ans des études d'impact plus détaillées nous permettant de faire des bilans plus globaux sur l'utilité de nos actions.

Pensez-vous réellement qu'il soit suffisant d'agir sur les femmes pour faire progresser la question de l'égalité?

Non, nous sommes convaincues qu'il est important d'aller plus loin, de pouvoir peser sur le débat politique, de faire en quelque sorte du lobbying sur des thèmes très différents comme l'égalité salariale, la conciliation privé-public ou le congé parental. L'égalité est bénéfique à tous, femmes et hommes. A nous d'en convaincre les hommes!



Questions à Denis Koopmans. Présidente du conseil d'administration de Sanoma

Que pensez-vous des quotas pour la représentation des femmes dans les conseils d'administration?

Bien que personne n'aime qu'on lui dise quoi faire et préfère choisir librement ses membres du conseil, les statistiques montrent que le nombre de femmes siégeant aux conseils d'administration et aux postes de direction augmente trop lentement. Dans certains pays européens, leur nombre est même en baisse.

Je considère le quota de genre comme un mal nécessaire pour accélérer le changement.

Cependant, les quotas créent aussi des défis, car ils devraient vraiment conduire à plus de diversité au lieu d'avoir les mêmes femmes dans tous les conseils.

C'est ce qui est arrivé par exemple en France juste après l'introduction du quota de genre (Loi Copé-Zimmerman) en 2011.

Un exemple intéressant est celui des Pays-Bas: le ministre des Affaires sociales s'est abstenu d'imposer un quota de genre à la condition que les entreprises prennent leurs responsabilités en recrutant plus de femmes dans les conseils d'administration et dans des postes opérationnels senior.

Ils ont créé une base de données avec des femmes qualifiées pour contrer l'argument selon lequel il n'y a pas de femmes disponibles. Cette initiative a obtenu une grande visibilité et a été appuyée par les chasseurs de tête, les femmes bien connues dans les conseils d'administration et les présidents des conseils d'administration des grandes entreprises néerlandaises.

Des événements de réseautage ont été organisés et il est aujourd'hui bien perçu d'assister à ces événements en tant que président. Cela aide-t-il? Les petits succès sont importants et, en général, le pool de femmes désignées pour des rôles au sein du conseil a été élargi et de nouveaux noms ont été nommés dans les conseils d'administration.

Comment se positionne la Suisse en comparaison européenne?

La Suisse se trouve face au même défi que de nombreux autres pays, celui de ne pas avoir suffisamment de femmes ni dans les conseils d'administration ni dans les postes opérationnels senior. Il est difficile de changer et si nous nous abstenons de quotas, nous devrions, de concert avec les présidents des grandes entreprises et les chasseurs de têtes, chercher des initiatives pour changer la situation.

La recherche a montré que les équipes diverses sont plus à même de prendre de meilleures décisions et les entreprises avec des équipes diverses, en général, fonctionnent mieux. Cela devrait être une incitation suffisante au changement pour les entreprises suisses.

Quelle est votre expérience personnelle et professionnelle au sein de conseil d'administration?

J'ai une expérience en tant que CEO dans le secteur de l'information et de la technologie (Groupe RELX, Wolters Kluwer, Altran). Je suis membre du conseil de plusieurs sociétés de différents secteurs dans quatre pays différents, ce qui reflète mon expérience opérationnelle. La plupart de mes rôles m'ont été confiés par l'intermédiaire de chasseurs de têtes ou de réseaux en raison de mon expérience en matière de transformation d'entreprise, de technologies émergentes et de sécurité des données.

Je pense que c'est un privilège d'être membre du conseil d'administration et de participer à l'aventure d'une entreprise.



Questions à Anne Hornung-Soukup, présidente du Conseil d'administration des Transports publics genevois (TPG)

Que pensez-vous des quotas pour la représentation des femmes dans les conseils d'administration?

Je suis pour les quotas pour la représentation de la diversité de gendres dans les Conseils, bien que, comme beaucoup de personnes, je souhaiterais que ce ne soit pas nécessaire.

Je suis ravie que le Conseil d'administration des TPG soit presque 40% féminin, et depuis deux ans que je préside le Conseil, je n'ai pratiquement jamais entendu un commentaire sexiste ou condescendant envers les femmes, puisqu'elles sont si nombreuses.

Il est important de noter que même la Norvège, pays progressif, n'a pas pu augmenter la représentation des femmes sans l'imposition des quotas, hélas.

Et les commentaires de quelques grandes entreprises anglaises récemment, sur leurs raisons pour le manque de femmes (on en a déjà une - on ne les trouve pas - elles ne veulent pas) montrent que nous avons de la peine à faire du progrès dans les mentalités sans faire un peu de forcing.

Comme on a vu pour le droit de vote cantonal des femmes d'Appenzell, parfois il faut changer les lois ou les règlements pour que les mentalités changent - et ne pas attendre que la mentalité change pour faire un changement !

Comment se positionne la Suisse en comparaison européenne?

Je n'ai pas les chiffres de représentation en Suisse en tête, mais je sais que ces chiffres augmentent avec une telle lenteur glaciale que, si nous continuons sans pousser, on atteindra les 40% de femmes en environ 2100 ...

Quelle est votre expérience personnelle et professionnelle au sein de conseil d'administration?

J'ai une expérience variée au sein des conseils. Il y a 25 ans, j'ai présidé pendant deux ans le Career Women's Forum (CWF), un groupe de femmes professionnelles établi à Genève. J'étais membre du Conseil pendant deux ans avant d'accéder à la Présidence. C'est frustrant de constater qu'il y a un quart de siècle, une de nos préoccupations au CWF était: le manque de femmes au sein des conseils en Suisse!

J'ai également fait partie du conseil de l'American International Club pendant plusieurs années et j'étais pendant très longtemps trésorière et membre du Conseil du American Citizens Abroad, une organisation mondiale d'américains vivant en dehors des Etats-Unis.

[Partager](#)

[Recommander](#) [Partager](#) Une personne recommande ça. Soyez le premier de vos amis.

Tweeter